



Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 07/01/2025

Cité Administrative
49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DOUE-METHA (SAS)
1 Les Pinaudières
CONCOURSON SUR LAYON
49700 DOUÉ-EN-ANJOU

Références : 2024_12_19 Rapport Inspection SAS DOUE METHA

Code AIOT : 0006309991

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2024 dans l'établissement DOUE-METHA (SAS) implanté 1 Les Pinaudières - CONCOURSON SUR LAYON - 49700 DOUÉ-EN-ANJOU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle au titre des installations classées pour la protection de l'environnement

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DOUE-METHA (SAS)
- 1 Les Pinaudières - CONCOURSON SUR LAYON - 49700 DOUÉ-EN-ANJOU
- Code AIOT : 0006309991
- Régime : Enregistrement

Installation de méthanisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Description des activités principales	Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article 1.1.6	Demande d'action corrective	3 mois
5	Stockage et transport des effluents agricoles	Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article '2.3	Demande d'action corrective	3 mois
6	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article '2.5	Demande d'action corrective	3 mois
7	Surveillance des odeurs	Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article '2.7	Demande d'action corrective	3 mois
9	Stockage et transport des digestats	Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article 2.8.2	Demande d'action corrective	3 mois
10	Caractéristiques des digestats CDC Dig	Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article 2.8.3	Demande d'action corrective	3 mois
11	Épandage des digestats CDC Dig	Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article '2.9	Demande d'action corrective	3 mois
13	Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article '2.11	Demande d'action corrective	3 mois
17	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
18	Localisation des risques, classement en zones à risque d'explosion	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11	Demande d'action corrective	3 mois
19	Repérage des canalisations	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 14	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
21	Matériels utilisables en atmosphères explosives	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 20	Demande d'action corrective	3 mois
23	Formation	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 28	Demande d'action corrective	3 mois
24	Dispositifs de rétention	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30 > I.	Demande d'action corrective	3 mois
30	Collecte des eaux pluviales, des écoulements pollués et des eaux ...	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39	Demande d'action corrective	3 mois
32	Surveillance par l'exploitant des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 50 > IV.	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Capacité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article 1.1.7	Sans objet
3	Nature et origine des matières	Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article '2.1	Sans objet
4	Registre entrées/sorties	Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article '2.2	Sans objet
8	Séparation de phase des digestats	Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article 2.8.1	Sans objet
12	Hygiénisation	Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article '2.10	Sans objet
14	Gestion des eaux usées	Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article '2.12	Sans objet
15	Information en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article '3.2-a)	Sans objet
16	Rapport annuel d'activité	Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article 3.2-c	Sans objet
20	Clôture de l'installation.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17	Sans objet
22	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23	Sans objet
25	Cuves de méthanisation et cuves de stockage de percolat.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 31	Sans objet
26	Destruction du biogaz.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 32	Sans objet
27	Traitement du biogaz.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 33	Sans objet
28	Surveillance de la méthanisation.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35	Sans objet
29	Phase de démarrage des installations.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36	Sans objet
31	Composition du biogaz et prévention de son rejet.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 48	Sans objet
33	Récupération. - Recyclage. - Élimination	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 51	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Réaliser le contrôle de l'étanchéité des équipements ;
- Porter à la connaissance du préfet, les différentes modifications apportées à l'installation et à son mode d'utilisation ;
- Identifier toutes les zones ATEX et les canalisations ;

- Réaliser les formations pour l'ensemble des personnes intervenant sur l'installation ;
- Respecter les prescriptions générales de l'arrêté du 22 octobre 2020 relatif au cahier des charges CDC Dig ;
- Remettre en conformité les différentes anomalies constatées lors du contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Description des activités principales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article 1.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle suite au démarrage de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'activité principale est une unité de méthanisation mésophile de matières organiques avec valorisation de biométhane par réinjection dans le réseau de distribution de gaz de ville. Pour cela, elle met en œuvre les principaux équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un bâtiment de réception des matières premières (effluents d'élevage et végétaux) • un bâtiment de préparation de la matière • un digesteur en voie liquide infiniment mélangée de 5 665 m³ • un post digesteur de 5 665 m³ • un bio filtre destiné à traiter l'air des zones de livraison/dépotage et préparation de la matière • un procédé d'épuration du biogaz de type membranaire (réalisé après le démarrage de l'unité) • une unité de liquéfaction du bioCO₂ (réalisé après le démarrage de l'unité) • une cuve de stockage du bioCO₂ liquéfié de 43 m³ (réalisé après le démarrage de l'unité) • un bâtiment de valorisation du bioCO₂ (propriété de Carboservice) • une chaudière biogaz de 500 Kw • une unité d'hygiénisation • une seconde chaudière biogaz/propane de puissance inférieure à 500 Kw destinée à la montée en température pour hygiénisation • des locaux sociaux (bureau, sanitaires et salle de réunion) • des ouvrages de stockage (paille, issues de céréales, digestats) • une torchère de sécurité automatique, • une poche incendie de 360 m³ à l'entrée du site • un bassin de confinement incendie en géomembrane de 529 m³, dans lequel une surprofondeur est aménagée afin de stocker de l'eau de pluie pour l'alimentation du process • un bassin de régulation des eaux pluviales de 690 m³ (450 m²) • un dispositif de rétention d'un volume au moins égal au volume du contenu liquide de la plus grande cuve, qui permet de retenir le digestat ou les matières en cours de traitement en cas de débordement ou de perte d'étanchéité du digesteur ou de la cuve de stockage du digestat.
<p>Constats :</p> <p>L'installation de méthanisation a été mise en fonctionnement en avril 2023 avec les 1ères injections de biométhane dans le réseau GRDF courant juin 2023.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté des modifications apportées à l'installation de méthanisation et à son mode de fonctionnement, notamment sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le bassin de confinement incendie et le bassin de régulation des eaux pluviales n'ont pas été mis en place. Ces équipements ont été remplacés par un bassin unique en géomembrane permettant de collecter les eaux pluviales et les eaux incendie. Il comprend également une surprofondeur pour le recyclage des eaux pluviales. Les dimensionnements du bassin de confinement incendie et du bassin de régulation des eaux pluviales restent identiques à ceux pris dans l'arrêté préfectoral du 5/02/2021. Néanmoins, un descriptif du nouveau bassin devra être porté à la connaissance du Préfet. • le volume de la zone de rétention prévu initialement a été modifié. Une nouvelle démonstration du respect de l'article 30 "Dispositifs de rétention" de l'arrêté du 12 août 2010 devra être portée à la connaissance du Préfet. Il en est de même concernant les dimensions et les volumes du digesteur et du post-digesteur, pour lesquels des ambiguïtés apparaissent entre les différents documents transmis par le porteur du projet. • le bâtiment de stockage du digestat solide et de la paille a également été modifié, avec la suppression de la partie couverte concernant le stockage de la paille.

- le biofiltre prévu initialement dans le cadre du projet a également été modifié. Cet équipement a été remplacé par un système de brumisation additionné d'un destructeur d'odeur de l'air collecté dans le bâtiment n° 2, puis d'une couche de pouzzolane avant rejet dans l'atmosphère. **Un descriptif de ce nouveau système de filtration devra être porté à la connaissance du Préfet.**
- les 2 chaudières prévues initialement dans le cadre du projet n'ont pas été installées. Il a été décidé de mettre en place une seule chaudière mixte en remplacement de ces 2 équipements. Selon les propos de l'exploitant, il est envisagé à moyen terme, de mettre en place une seconde chaudière au gaz naturel pour palier la consommation engendrée par le processus d'hygiénisation.
- le projet de valorisation du CO2 n'a pas été mis en place suite au démarrage de l'installation.

Ces différentes modifications devront être portées à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Capacité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article 1.1.7

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle suite au démarrage de l'installation

Prescription contrôlée :

Le site est autorisé à traiter au maximum 32 370 t de déchets organiques par an, soit 88,7 t /j en moyenne. La capacité de biogaz produit est estimée à 12 240 Nm3 /j.

Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de l'ensemble du digestat (fraction solide et fraction liquide) produit pendant une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son évacuation ou son traitement n'est pas possible, sauf si l'exploitant ou un prestataire dispose de capacités de stockage sur un autre site et est en mesure d'en justifier la disponibilité.

Constats :

Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté une extraction du registre des entrées pour la période du 1/01/2024 au 18/12/2024. Le tonnage total indiqué sur les documents est de 30 449,27 tonnes soit environ 86,5 tonnes par jour. La capacité moyenne autorisée est respectée.

Dans le cadre du porter à connaissance qui va être déposé en préfecture, la capacité maximale de production de biogaz devra être actualisée au regard du débit réel injecté dans le réseau GRDF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Nature et origine des matières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article 2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle suite au démarrage de l'installation

Prescription contrôlée :

Les déchets organiques admissibles sur le site sont les suivants :

- déjections animales (fumiers, etc.)
- matières végétales et déchets végétaux (paille, menues-paille, issues de silos, marc de raisin, pelouse, ensilage d'herbe...)

Les déchets proviennent des départements de : Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, Vienne, Indre-et-Loire.

Toute admission envisagée par l'exploitant de matières d'une nature ou d'une origine différentes de celles mentionnées dans l'arrêté d'enregistrement est portée au préalable à la connaissance du préfet.

Constats :

Pour la période du 01/01/2024 au 18/12/2024, les matières premières introduites dans l'installation de méthanisation sont en très grande majorité des effluents d'élevage (environ 89 %), ainsi que des végétaux (environ 11 %) sous forme de cultures intermédiaires exportées, de paille, d'issues de céréales et de déchets végétaux.

Selon les propos de l'exploitant, aucune culture principale n'a été introduite dans le méthaniseur, les

cultures intermédiaires exportées ne sont pas irriguées et les effluents d'élevage proviennent exclusivement des exploitations adhérentes à la SAS DOUE METHA.

Les intrants sont conformes à l'arrêté préfectoral et au dossier d'enregistrement.

Les matières sont entièrement collectées dans le Maine-et-Loire.

Le jour du contrôle, l'exploitant a présenté les cahiers des charges des admissions datés et signés entre la SAS DOUE METHA et 34 des 37 exploitants adhérents. **Vous veillerez à faire signer le cahier des charges aux exploitants adhérents restants. De plus, il conviendra d'intégrer dans le porter à connaissance, la liste complète des exploitants adhérents à jour.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Registre entrées/sorties

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article 2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle suite au démarrage de l'installation

Prescription contrôlée :

L'exploitant respecte les dispositions de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010. Ces dispositions sont complétées par les prescriptions suivantes :

Lors de l'admission de matières végétales brutes, l'exploitant enregistre sur le registre des matières entrantes, leur classement au titre de l'article D.543-291 du Code de l'environnement, qui définit notamment les cultures alimentaires, les cultures énergétiques, les cultures principales, les cultures intermédiaires et les résidus de culture.

Constats :

Le site est équipé d'un pont bascule permettant de déterminer le poids des matières entrantes et des matières sortantes.

Les admissions des matières entrantes et les sorties de digestats sont enregistrées informatiquement sur le logiciel de gestion du pont bascule puis transféré sur un tableau de suivi annuel sous format tableur. Le cumul des matières entrantes et des matières sortantes est réalisé quotidiennement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stockage et transport des effluents agricoles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article '2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle suite au démarrage de l'installation

Prescription contrôlée :

Des bennes seront mises à disposition par la SAS METHA-DOUE dans chaque exploitation pour stocker temporairement les fumiers avant leur expédition vers le méthaniseur. En l'absence de bennes, une séparation physique sera établie entre le stockage des fumiers produits et le digestat solide qui revient vers l'exploitation avant épandage.

Le transport des matières premières entre les élevages et le site de méthanisation sera réalisé grâce à des camions bâchés.

Constats :

Il est à noter qu'aucun effluent liquide ne rentre dans le process de fabrication. La partie liquide est apportée par le recyclage des eaux pluviales et la recirculation du digestat.

Les effluents solides sont stockés séparément des digestats solides et liquides.

Des bennes sont mises à disposition par la SAS DOUE METHA dans chaque exploitation pour stocker les matières premières solides avant envoi vers l'installation de méthanisation. Le transport est assuré par des chauffeurs employés par la société et réalisé grâce à des camions. Selon les propos de l'exploitant, les bennes ne sont jamais bâchées pour des raisons techniques et de gain de temps. **Je vous rappelle que conformément à votre arrêté préfectoral du 5/02/2021, le transport des matières premières entre les élevages et le site de méthanisation doit être réalisé grâce à des camions bâchés.**

Les fumiers et les déchets végétaux sont soit dépotés directement dans la fosse de stockage avant reprise par le grappin, ou soit stockés de manière temporaire dans la 1ère partie du bâtiment n° 2 avant dépotage dans la fosse de stockage. Les jus issus de ces dépotages et de ce stockage temporaire sont collectés et dirigés vers le process de méthanisation.

Quant aux ensilages, ils sont stockés directement chez les exploitants et transférés au fur et à mesure suivant les besoins de l'installation de méthanisation. Seule la paille est stockée sur site sur une aire stabilisée.

Les matières premières sont incorporées 7 jours sur 7 dans le processus de méthanisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article 2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle suite au démarrage de l'installation

Prescription contrôlée :

Installations de combustion (chaudière biogaz) : L'exploitant fait procéder tous les ans à un contrôle des rejets atmosphériques de la chaudière biogaz, par un organisme agréé ou accrédité, portant a minima sur les paramètres définis à l'article 2.5.4 de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 5/02/2021.

Biofiltre : Un biofiltre couvert d'une surface de 300 m² présentant un débit d'air de 60 000 m³ /h (gaz réel humide), disposant d'une cheminée d'une hauteur de 10,5 m sera mis en place.

Des mesures des émissions en sortie du biofiltre seront réalisées une fois par an par un organisme agréé ou accrédité.

Constats :

Les contrôles des émissions atmosphériques pour la chaudière, les offgaz et le biofiltre ont été réalisés du 17/01 au 18/01/2024 par la société SOCOTEC. Pour les 2 premiers équipements, les résultats des mesures ont permis de démontrer le respect des valeurs limites mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 5/02/2021. Concernant les valeurs en sortie du biofiltre, il a été constaté une valeur mesurée supérieure pour l'élément ammoniac. Pour répondre à cette non-conformité, l'exploitant a mis en place comme action corrective, l'augmentation du débit de la brumisation, ainsi que l'augmentation de la dose du destructeur d'odeur.

Les contrôles devant être réalisés annuellement, les résultats de la prochaine campagne devront être renvoyés au service d'inspection pour justifier du respect des valeurs limites mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 5/02/2021.

Le jour du contrôle, l'exploitant nous a indiqué avoir torché environ 50 Nm³ /h pendant la période estivale afin de palier à la baisse de capacité du réseau pendant cette période-là. **Je vous rappelle l'importance d'échanger régulièrement avec la société GRDF afin de connaître la capacité du réseau de gaz tout au long de l'année pour adapter le niveau de production de votre installation.**

Selon les propos de l'exploitant, un raccordement sur le réseau gaz de la ville de LOUDUN est en cours de réalisation par la société GRDF et sera opérationnel au printemps 2025. Ce nouveau raccordement devra permettre d'injecter la totalité du biométhane produit dans le réseau même en période estivale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Surveillance des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article 2.7

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle suite au démarrage de l'installation

Prescription contrôlée :

L'exploitant respecte les dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010. Ces dispositions sont complétées par les prescriptions suivantes :

Dans un délai d'un an après la mise en service, l'exploitant procède à un état des odeurs perçues dans l'environnement afin de valider l'efficacité des équipements mis en place. Les résultats en sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans les trois mois qui suivent.

Constats : Le jour du contrôle, il a été constaté que l'état des perceptions odorantes présentes dans l'environnement du site dans un délai d'un an après la mise en service n'a pas été réalisé. L'exploitant a présenté un devis signé du 29/11/2024 pour une étude programmée le 20/01/2025. Les résultats de l'étude seront à transmettre au service d'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Séparation de phase des digestats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article 2.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle suite au démarrage de l'installation
Prescription contrôlée : Les digestats issus de la méthanisation subissent une séparation de la phase solide et de la phase liquide, grâce à deux presses à vis. Les séparateurs de phase seront installés sur une structure posée sur les murs de l'aire de stockage du digestat solide. Après séparation de phase, l'unité de méthanisation produira 12 519 tonnes de digestat solide et 20 630 tonnes de digestat liquide par an. La phase solide retombera sur l'aire de stockage en pied de séparateur pour y être entreposé. La phase liquide retombera gravitairement dans une cuve tampon.
Constats : L'installation de méthanisation est équipée d'un séparateur de phase de type presse à vis complété par une centrifugeuse située dans le bâtiment couvert n° 1. Pour la période du 01/01/2024 au 18/12/2024, 5280 tonnes de digestat solide et 26800 tonnes de digestat liquide ont été exportées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Stockage et transport des digestats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article 2.8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle suite au démarrage de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitant respecte les dispositions de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010. Ces dispositions sont complétées par les prescriptions listées ci-dessous. Le digestat solide est stocké : - sur une fumière couverte de 720 m ² avec collecte des jus située sur le site de méthanisation ; - sur 14 fumières déportées couvertes situées chez des exploitants listés par la SAS DOUE-METHA, dont 2 silos bétonnés à couvrir et à aménager en fumière (stockages C et M du dossier). L'entreposage des digestats solides est réalisé distinctement de tout autre stockage, notamment des effluents de ces exploitations agricoles. Lorsqu'une fumière n'est pas dédiée au stockage des digestats, cette distinction est matérialisée par une séparation étanche de sorte que les jus éventuels provenant des autres stockages ne puissent se mélanger aux digestats. Le digestat liquide est stocké : - dans une poche de stockage de 3 000 m ³ situé sur le site de méthanisation ; - dans 7 poches situées sur des parcelles listées par la SAS DOUE-METHA de 700 à 3000 m ³ . Les ouvrages d'entreposage des digestats liquides sont des ouvrages de type poches semi-enterrées, la partie aérienne sera entourée d'un merlon de terre. Les poches sont équipées d'un dispositif de drainage relié à un regard de contrôle. La SAS DOUE METHA assurera une surveillance tous les 3 ans de tous ces ouvrages afin de vérifier la conformité de ces stockages au cours du temps. Le transport des digestats sera réalisé dans des remorques couvertes ou des camions-citernes. Le stockage des digestats en bout de champ est interdit, sauf dans le cadre de la stricte mise en œuvre de l'épandage.
Constats : Sur l'unité de méthanisation, le digestat solide est stocké sur une plateforme couverte de 720 m ² et le digestat liquide dans une poche de 3 000 m ³ .

La capacité totale de stockage du digestat solide est de 3 070 m² (soit 9 210 m³) en prenant en compte le stockage sur site ainsi que les 14 fumières couvertes déportées, soit environ 6,7 mois de capacités de stockage répondant aux exigences réglementaires (4 mois minimum). Selon les propos de l'exploitant, une séparation physique a été mise en place dans chaque exploitation entre les stockages des fumiers et des digestats solides.

Pour les exploitants adhérents soumis à la réglementation ICPE, une déclaration modificative devra être réalisée auprès de la Préfecture de Maine-et-Loire afin de prendre acte des modifications apportées à l'installation. Quant aux adhérents ne relevant pas de la réglementation ICPE, ainsi que pour les stockages déportés de digestat solide situés en dehors des sites d'exploitation ICPE, ceux-ci devront faire l'objet d'une déclaration initiale au titre de la rubrique 2171 (dépôt de matières fertilisantes > 200 m³).

Concernant les stockages de digestats liquides, les ouvrages déportés de type poche à lisier prévus dans l'arrêté préfectoral du 5/02/2021 ont tous été réalisés. La capacité totale de stockage du digestat liquide est de 14 100 m³ en prenant en compte le stockage sur site ainsi que les 7 ouvrages déportés, soit environ 6,1 mois de capacités de stockage répondant aux exigences réglementaires (4 mois minimum).

Suite aux modifications apportées à l'installation, une mise à jour des listes des stockages déportés de digestat solide et liquide ainsi qu'une cartographie de localisation seront à intégrer dans le porter à connaissance.

Le transport des digestats est réalisé par des camions ou des véhicules agricoles équipés de bennes pour la phase solide et de citernes pour la phase liquide. Le jour du contrôle, il a été constaté que les bennes n'étaient pas bâchées. Après échanges avec l'exploitant, ce dernier a confirmé que les bennes n'ont jamais été bâchées. **Je vous rappelle que conformément à votre arrêté préfectoral du 5/02/2021, le transport des digestats doit être réalisé dans des remorques couvertes ou des camions-citernes.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Caractéristiques des digestats CDC Dig

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article 2.8.3

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle suite au démarrage de l'installation

Prescription contrôlée :

L'exploitant envisage la sortie du statut de déchets des digestats produits en application du cahier des charges définis par l'arrêté ministériel du 22 octobre 2020 approuvant un cahier des charges pour la mise sur le marché et l'utilisation de digestats de méthanisation agricole en tant que matières fertilisantes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées dès qu'il commercialise les digestats obtenus en tant que matières fertilisantes, dans un délai de 15 jours après la commercialisation des premiers lots.

A compter de cette déclaration à l'inspection des installations classées, l'exploitant respecte les conditions définies par l'arrêté ministériel du 22 octobre 2020 susvisé, notamment celles relatives aux autocontrôles, à la traçabilité des produits sur le marché et à l'étiquetage de ces produits.

Avant de quitter l'installation de méthanisation, les produits doivent respecter les limites fixées par les tableaux 2, 3, 4 et 5 de l'arrêté ministériel du 22 octobre 2020 susvisé, en termes de teneurs maximales en éléments traces métalliques, composés traces organiques, en micro-organismes pathogènes, inertes et impuretés.

Les digestats sont analysés selon la fréquence définie par l'arrêté ministériel du 22 octobre 2020 susvisé, ou lorsque des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité.

Constats :

Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté les résultats des analyses pour les 5 lots réalisés dans l'année conformément à l'arrêté ministériel du 22/10/2020. Les résultats présentés sont-conformes aux limites fixées par l'arrêté ministériel susvisé.

Néanmoins, les analyses des inertes et impuretés n'ont pas été réalisées. **Ces analyses devront être intégrées lors des prochaines campagnes.**

Il est à noter, que les résultats d'analyse sont transmis systématiquement aux exploitants.

Concernant la traçabilité des produits, l'exploitant a mis en place un tableau sous format tableur permettant le suivi quotidien des exportations des digestats par adhérent. Selon ces propos, un fichier est envoyé par mail tous les mois aux adhérents pour l'admission et la réception des matières

premières et des digestats. Je vous rappelle que conformément à la réglementation nitrates, les bordereaux doivent être cosignés entre l'unité de méthanisation et les adhérents.
L'étiquetage des digestats CDC Dig n'étant pas réalisé, l'exploitant n'a pas justifié le jour du contrôle, du respect de l'arrêté ministériel du 22/10/2020. Il conviendra de mettre en place un étiquetage pour les prochains lots, qui respecte la prescription étiquetage de l'arrêté susvisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Épandage des digestats CDC Dig

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article 2.9
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle suite au démarrage de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les digestats CDC Dig commercialisés étant destinés à l'épandage, la nature et les caractéristiques de ces produits sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au maximum.</p> <p>Lors de la commercialisation des digestats CDC Dig, la société DOUE METHA informe les exploitants repreneurs que les périodes d'épandage réglementaires définies par les arrêtés ministériel et préfectoral/régional relatifs au programme d'action nitrate en vigueur doivent être respectées et que les quantités de digestats épandus sont adaptées de manière :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture • à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ; • à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxicologique ; • à respecter le seuil de 170 kg d'azote en moyenne par hectare de surface agricole utile par an. Tous les fertilisants azotés d'origine animale sont considérés pour ce plafond, qu'ils aient subi ou non un traitement ou une transformation, y compris lorsqu'ils sont homologués ou normés. <p>Lors de la commercialisation des digestats CDC DigI, la société DOUE METHA informe les exploitants repreneurs sur les conditions d'épandage des digestats, permettant de limiter la volatilisation de l'ammoniac.</p> <p>Le plan d'épandage annexé à l'arrêté préfectoral initial du 6 novembre 2018, est conservé en l'état comme solution de valorisation de secours en cas de lot de digestats non conforme au cahier des charges CDC Dig.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour du contrôle, il a été constaté que la commercialisation des digestats CDC Dig n'est pas réalisée conformément à l'arrêté préfectoral susvisé. Ainsi, la société DOUE METHA devra informer les exploitants des usages et des conditions d'emploi du digestat CDC Dig.</p> <p>Le plan d'épandage validé dans l'arrêté préfectoral initial du 6/11/2018 est conservé comme solution de valorisation de secours en cas de lots de digestat non-conformes au cahier des charges CDC Dig.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Hygiénisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle suite au démarrage de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au regard du nombre d'exploitants apporteurs, DOUE METHA réalisera une hygiénisation à 70° C pendant 1 heure sur le digestat brut.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour du contrôle, il a été constaté que la plate-forme d'hygiénisation a été mise en place et que son fonctionnement est effectif sur le digestat brut.</p> <p>Celle-ci est composée de 3 cuves pour le process : hygiénisation, remplissage et vidange. Les courbes</p>

observées sur le logiciel répondent aux exigences réglementaires en matière d'agrément sanitaire (78° C pendant plus d'une heure).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Approvisionnement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article 2.11
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle suite au démarrage de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitant respecte les dispositions de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010. Ces dispositions sont complétées par les prescriptions suivantes : Aucun forage n'est implanté sur site. L'approvisionnement en eau du site de méthanisation se fait par recyclage des eaux pluviales et en complément via le réseau public d'alimentation en eau potable.
Constats : L'approvisionnement en eau de l'unité de méthanisation a été couverte entièrement pour l'année 2024 par le recyclage des eaux pluviales présentes dans la surprofondeur du bassin tampon. Quant aux locaux sociaux, ceux-ci sont alimentés uniquement par le réseau public. Les eaux pluviales étant recyclées dans le process de méthanisation, le porter à connaissance devra démontrer la compatibilité de la réutilisation des eaux de pluie avec les conditions définies par le décret du 29 août 2023 relatif aux usages et aux conditions d'utilisation des eaux de pluie et des eaux usées traitées. La consommation d'eau pour l'année 2024 devra également être transmise au service d'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Gestion des eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article '2.12
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle suite au démarrage de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitant respecte les dispositions de l'article 38 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010. Ces dispositions sont complétées par les prescriptions suivantes : Les eaux usées issues des sanitaires présents dans les vestiaires du personnel sont envoyées vers un équipement assainissement non collectif réceptionné par le service compétent de la commune. Les eaux usées des vestiaires ne doivent en aucun cas entrer dans le process de méthanisation puisque le cahier des charges DIGAGRI l'interdit.
Constats : Les eaux usées des sanitaires sont envoyées vers un équipement d'assainissement non collectif.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Information en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article '3.2-a)
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle suite au démarrage de l'installation
Prescription contrôlée : En complément des dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010, l'exploitant informe dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées en cas d'accident et lui indique toutes les mesures prises à titre conservatoire.
Constats : Depuis la mise en fonctionnement de l'installation de méthanisation, aucun accident n'a été déclaré auprès du service d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Rapport annuel d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 5/02/2021, article 3.2-c
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle suite au démarrage de l'installation

Prescription contrôlée :
Une fois par an, l'exploitant adresse au préfet un rapport d'activité comportant une synthèse des informations dont la communication est prévue aux a et b du présent article ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur le fonctionnement de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public. Le rapport précise également le mode de valorisation et le taux de valorisation annuel du biogaz produit. Il présente aussi le bilan des quantités de digestat produites sur l'année, le cas échéant les variations mensuelles de cette production ainsi que les quantités annuelles par destinataires.
Constats :
Le rapport annuel pour l'année 2023 a été transmis au service d'inspection le 29/04/2024 et comporte la synthèse des informations prévues dans l'arrêté préfectoral du 5/02/2021.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Intégration dans le paysage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle suite au démarrage de l'installation
Prescription contrôlée :
L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble du site, de même que ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus propres et entretenus en permanence. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.
Constats :
Selon les propos de l'exploitant, il est prévu la plantation de haies bocagères au pourtour de l'installation pour l'année 2025. Le devis daté et signé avec la Chambre d'agriculture pour la mise en place des haies devra être transmis au service d'inspection.
Les abords de l'installation sont correctement entretenus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Localisation des risques, classement en zones à risque d'explosion.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle suite au démarrage de l'installation
Prescription contrôlée :
L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'une atmosphère explosive (ATEX), qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsque ces zones sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), celles-ci sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane). Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ce risque d'explosion tel que mentionné à l'article 4 du présent arrêté. Dans chacune de ces zones, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 35.
Constats :
Sur le site toutes les zones ATEX ne sont pas correctement identifiées.
Un plan est présent à l'entrée du site permettant de localiser les zones ATEX. Néanmoins, celui-ci devra être complété de la zone ATEX de la torchère et du puits de condensat.
Les locaux de la chaudière et de l'épurateur sont équipés de détecteurs de gaz et de fumées associés à des alarmes visuelles et sonores, ainsi que d'une ventilation forcée. En cas de détection de gaz, un système permet l'arrêt complet de l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 19 : Repérage des canalisations.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle suite au démarrage de l'installation
Prescription contrôlée : Les différentes canalisations sont repérées par des couleurs normalisées (norme NF X 08-100 de 1986) ou par des pictogrammes en fonction du fluide qu'elles transportent. Elles sont reportées sur le plan établi en application des dispositions de l'article 4 du présent arrêté.
Constats : Sur le site toutes les canalisations ne sont pas correctement identifiées par des autocollants de couleurs mentionnant le fluide qu'elles transportent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 20 : Clôture de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle suite au démarrage de l'installation
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée principale de l'installation. La zone affectée au stockage du digestat peut ne pas être clôturée si l'exploitant a mis en place des dispositifs assurant une protection équivalente. Pour les installations implantées sur le même site qu'une autre installation classée dont le site est déjà clôturé, une simple signalétique est suffisante.
Constats : L'installation est entourée d'une clôture avec un accès principal permettant d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Matériels utilisables en atmosphères explosives.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle suite au démarrage de l'installation
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 11 présentant un risque d'incendie ou d'explosion, les équipements électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret n° 2015-799 du 1 ^{er} juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques susvisés. Ils sont réduits à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constitués de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Les matériaux isolants installés dans un emplacement avec une présence d'une atmosphère explosive (membrane souple, etc.) sont conçus pour être de nature antistatique selon les normes en vigueur. L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple, alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz ...) et organise les tests et vérifications de maintenance visés à l'article 22.
Constats : Pour les parties de l'installation présentant un risque d'incendie ou d'explosion, le porteur à connaissance devra démontrer que les équipements électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret n° 2015-799 du 1^{er} juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques et entièrement constitués de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Lors du contrôle, un détecteur de méthane a été utilisé. Néanmoins, un des exploitants adhérents avait un téléphone portable non utilisable en atmosphères explosives.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 22 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle suite au démarrage de l'installation

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³ /h pendant une durée d'au moins deux heures ; - de robinets d'incendie armés situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. À défaut de ces appareils d'incendie et robinets d'incendie armés, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances à proximité du stock de matières avant traitement. Son dimensionnement et son implantation doivent avoir l'accord des services départementaux d'incendie et de secours avant la mise en service de l'installation. L'installation est également dotée d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant fait procéder à la vérification périodique et à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats des contrôles et, le cas échéant, ceux des opérations de maintenance sont consignés.

Constats :

La défense interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs dont le dernier contrôle a été réalisé le 10/5/2024.

La défense externe contre l'incendie est assurée par une citerne souple de 360 m³. Selon les propos de l'exploitant, le SDIS 49 a réceptionné la réserve à incendie.

Les consignes de sécurité sont présentes sur l'installation et affichées au niveau des locaux sociaux. Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté le plan de prévention rédigé non validé par le conseil d'administration de la SAS DOUE METHA. **Le document validé devra être transmis au service d'inspection.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Formation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 28

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle suite au démarrage de l'installation

Prescription contrôlée :

Avant le démarrage des installations, l'exploitant et son personnel d'exploitation, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance des installations, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention. Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes reconnus ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins et aux équipements installés est justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut s'appuyer sur des guides faisant référence. À l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème, le contenu de la formation et sa durée en heures. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations. Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.

Constats :

La surveillance de l'exploitation ainsi que les astreintes, sont assurées selon un planning par le responsable du site (M. BOULARD Cédric) et par deux employés (M. BERTRAND Vincent et

M. DESVALLON Florian).
L'ensemble de ces intervenants ont une connaissance précise de la conduite de l'installation, des dangers inhérents à l'installation et aux procédures d'urgence.
Aucune personne intervenant sur l'installation n'a reçu l'ensemble des formations répondant aux dispositions de l'article 28 de l'arrêté du 12 août 2010, notamment sur la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance des installations, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention, auprès d'un organisme reconnu. Les attestations devront être transmises au service d'inspection.
Néanmoins, l'ensemble des intervenants ont suivi des formations sur les thématiques suivantes : incendie le 7/06/2024, risque gaz GRDF le 9/10/2024 et l'habilitation électrique le 25/10/2024, ces thématiques portant sur les principaux risques technologiques des installations de méthanisation.
L'installation est également équipée d'un système d'alarme en cas de dysfonctionnement directement connecté au téléphone de la personne en charge de la surveillance de l'installation ou d'astreinte. Une fréquence de vérification du système via le téléphone doit être établie afin de vérifier le fonctionnement de l'alarme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 24 : Dispositifs de rétention.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle suite au démarrage de l'installation
Prescription contrôlée : Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsqu'ils ne sont pas construits dans une fosse étanche satisfaisant aux prescriptions des trois premiers alinéas du présent I, les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total). Lorsque le sol présente un coefficient de perméabilité supérieur à 10 ⁻⁷ mètres par seconde, ils sont, en outre, équipés d'une géomembrane associée à un détecteur de fuite régulièrement entretenu. Le précédent alinéa n'est pas applicable aux lagunes. Celles-ci sont constituées d'une double géomembrane dont l'intégrité est contrôlée a minima tous les cinq ans.
Constats : Dans les différents documents transmis par le porteur du projet, des incohérences sur les dimensions et les volumes de la zone de rétention, du digesteur et du post-digesteur ont été constatées. Une nouvelle démonstration du respect de l'article 30 "Dispositifs de rétention" de l'arrêté du 12 août 2010 devra être portée à la connaissance du Préfet. Le jour du contrôle, il a été constaté que la vanne manuelle d'isolement de la zone de rétention était ouverte. Je vous rappelle qu'en tout temps, ce dispositif d'obturation doit être maintenu fermé. Les ouvrages de digestion sont équipés d'un dispositif de drainage avec un regard de contrôle. De plus, il a été constaté que le merlon de terre initialement prévu pour entourer la poche de digestat semi-enterrée n'a pas été mis en place. Une nouvelle démonstration du respect de l'article 30 "Dispositifs de rétention" de l'arrêté du 12 août 2010 devra être portée à la connaissance du Préfet. Le jour du contrôle, il a également été constaté dans le bâtiment n° 2, la présence de produits toxiques ou dangereux pour l'environnement. Je vous rappelle que ces produits doivent être associés à une capacité de rétention dédiée. De plus, il a également été constaté des écoulements à l'extérieur sur un des murs du bâtiment n° 2. Selon les propos de l'exploitant, les écoulements proviennent d'un problème de conception du bâtiment, notamment le fait que le bardage est fixé à l'extérieur. Ainsi, au moment du dépotage dans la fosse de stockage du bâtiment n° 2, des matières peuvent s'accumuler sur le haut du mur provoquant des écoulements vers l'extérieur. Des mesures correctives devront être mises en place pour solutionner ce problème. La cuve GNR et le groupe électrogène présents sur l'installation disposent d'une rétention intégrée.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 25 : Cuves de méthanisation et cuves de stockage de percolat.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 31
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle suite au démarrage de l'installation
Prescription contrôlée : Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont munis d'une membrane souple ou sont dotés d'un dispositif de limitation des conséquences d'une surpression brutale liée à une explosion, tel qu'un événement d'explosion ou une zone de fragilisation de la partie supérieure de la cuve. Dans le cas où les équipements de méthanisation sont abrités dans des locaux, le dispositif ci-dessus est complété par une zone de fragilisation de la toiture. Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation ou le cas échéant le stockage de percolat sont également équipés d'une soupape de respiration destinée à prévenir les risques de mise en pression ou dépression des équipements au-delà de leurs caractéristiques de résistance, dimensionnée pour passer les débits requis, conçue et disposée pour que son bon fonctionnement ne soit entravé ni par la mousse, ni par le gel, ni par la corrosion, ni par quelque obstacle que ce soit. Les dispositifs visés aux points ci-dessus ne débouchent pas sur un lieu de passage et leur disponibilité est contrôlée régulièrement et après toute situation d'exploitation exceptionnelle ayant conduit à leur sollicitation.
Constats : Le digesteur et le post-digesteur sont équipés d'une membrane souple afin de limiter les conséquences d'une surpression brutale liée à une explosion. Ces ouvrages sont également équipés de soupape de sécurité afin de prévenir les risques de mise en pression ou dépression des équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 26 : Destruction du biogaz.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 32
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle suite au démarrage de l'installation
Prescription contrôlée : L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation de celui-ci. Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article. Dans le cas d'utilisation d'une torchère, le dossier d'enregistrement en précise les caractéristiques essentielles et les règles d'implantation et de fonctionnement. Dans le cas d'utilisation d'une torchère, le dossier d'enregistrement en précise les caractéristiques essentielles et les règles d'implantation. Notamment, les torchères installées doivent être mises en route avant le remplissage total des unités de stockages de biogaz. Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes. Pour les installations dont le dossier complet de demande d'enregistrement a été déposé avant le 1 ^{er} juillet 2021, dans le cas où cet équipement n'est pas présent en permanence sur le site, l'installation dispose d'une capacité permettant le stockage du biogaz produit jusqu'à la mise en service de cet équipement. L'exploitant définit dans un plan de gestion, au plus tard le 1 ^{er} janvier 2022, les mesures de gestion associées à ces situations d'indisponibilités et garantissant la limitation de la production et un stockage du biogaz compatible avec le délai maximal de disponibilité de ses moyens de destruction ou de valorisation de secours. Ce délai ne peut être supérieur à 6 heures. Pour l'ensemble des installations, des mesures de gestion, actualisées chaque année en fonction des quantités traitées et des équipements installés, sont définies et annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 35, pour faire face à un éventuel pic de production. Ces mesures prévoient le stockage temporaire d'une quantité de biogaz déterminée en fonction de la documentation fournie par les constructeurs des installations. Cette quantité ne peut être inférieure à 6 heures de production nominale, ou 3 heures pour les installations disposant d'une torchère installée à demeure, dans la limite de 5 tonnes. Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut

d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.
Constats : L'installation dispose d'une torchère automatique et manuelle sur site pour la destruction du biogaz si besoin et le nombre d'heures d'utilisation est enregistré informatiquement. Le nombre d'heures de fonctionnement pour l'année 2024 devra être transmis au service d'inspection. Le jour du contrôle, l'exploitant a réalisé un test en mode manuelle pour nous démontrer le fonctionnement de l'équipement de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 27 : Traitement du biogaz.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 33
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle suite au démarrage de l'installation
Prescription contrôlée : Lorsqu'il existe un dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à en limiter la teneur en H ₂ S par oxydation, ce dispositif est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque. L'exploitant établit une consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz.
Constats : L'installation dispose d'un dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à en limiter la teneur en H ₂ S par oxydation. La teneur en H ₂ S est enregistrée en continu par l'automate de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 28 : Surveillance de la méthanisation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle suite au démarrage de l'installation
Prescription contrôlée : Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements dont une défaillance est susceptible d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de contrôle et de maintenance que l'exploitant tient à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées. Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz ...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation. Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Il inclut notamment la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive. Dans le cas des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse nécessitant des opérations répétées de chargement et de déchargement de matières, la vérification de l'étanchéité des équipements est opérée à chaque manipulation ou a minima sur une base mensuelle. Après deux ans de fonctionnement de l'installation, l'exploitant effectue un contrôle des systèmes de recirculation du percolat et un curage de la cuve de stockage associée. Cette fréquence peut ensuite être adaptée, elle est alors portée au programme de maintenance préventive. L'exploitant réalise en outre un contrôle de la fiabilité des analyseurs de gaz installés (CH ₄ , O ₂) à une fréquence semestrielle. L'installation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation et a minima de dispositifs de contrôle en continu de la température des matières en fermentation et de la pression du biogaz au sein du digesteur et de la cuve de percolat pour les installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de vérification et spécifie, le cas échéant, les seuils d'alarme associés. L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit. Ce dispositif est vérifié a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations. Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de

<p>méthanisation. Le système de surveillance inclut des dispositifs de surveillance ou de modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris : - le pH et l'alcalinité de l'alimentation du digesteur ; - la mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur et des matières en fermentation et de la pression du biogaz ; - les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté des contrats de service et maintenance de l'installation avec les sociétés SDL (groupe électrogène), SYCOMORE (unité de méthanisation), BRIGHT (épurateur) et COMETI (chaudière gaz) datés et signés, pour justifier la mise en place d'un programme de maintenance préventive et de vérification périodique.</p> <p>L'exploitant nous a également présenté les enregistrements papiers des rondes journalières (pression, niveau, relevé de compteurs, contrôles visuels, etc.), les interventions de la société DEKRA (portes semi-automatiques, chariots télescopiques, etc.), ainsi que le dernier rapport reçu par mail en décembre 2024 suite à la maintenance préventive du constructeur.</p> <p>La mesure de la température de fonctionnement et de la pression du biogaz est réalisée en continu par l'automate de l'installation.</p> <p>Concernant les installations électriques, un contrôle initial a été réalisé par la Sté SOCOTEC le 13 mai 2024 et justifié par le registre d'entrée, étant donné qu'après plusieurs relances, l'exploitant n'a toujours pas reçu le rapport de contrôle. Une fois réceptionné, celui-ci devra être transmis au service d'inspection.</p> <p>Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à un groupe électrogène de secours.</p> <p>Pour ce qui est des consignes d'exploitation, l'exploitant nous a présenté différents documents, notamment un plan de prévention, les bons de travail, le test de fonctionnement de la torchère, différentes procédures rédigées, ainsi qu'un permis feu. Ces documents seront à valider en conseil d'administration et transmis au service d'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 29 : Phase de démarrage des installations.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle suite au démarrage de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les dépressions est vérifiée lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés dans un registre. Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation, à partir des consignes proposées et explicitées par le concepteur des installations. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion (inertage, dilution par ventilation...), qu'il met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation. Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étanchéité des réseaux du biogaz, des réseaux d'eau et des cuves a été vérifiée le 7/02/2023, le 18/02/2022 et le 17/11/2022.</p> <p>Néanmoins, l'installation étant en fonctionnement depuis avril 2023, l'exploitant n'a pas été en mesure de nous présenter le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements vis-à-vis du risque de corrosion. Le rapport de contrôle devra être transmis au service d'inspection.</p> <p>Le jour du contrôle, l'exploitant nous a présenté une procédure de démarrage/redémarrage de l'installation de méthanisation datée de 11/05/2023 et réalisée par le constructeur SYCOMORE.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 30 : Collecte des eaux pluviales, des écoulements pollués et des eaux ...

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle suite au démarrage de l'installation</p>

Prescription contrôlée :

Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires susceptibles d'être souillées (notamment issues des voies de circulation et des aires de chargement / déchargement) des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons. Les eaux pluviales non souillées peuvent être rejetées sans traitement préalable. Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées sont dirigées vers un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot à raison de 10 litres par mètre carré de surface concernée pour les installations nouvelles. Une analyse au moins annuelle permet de s'assurer du respect des valeurs limites de rejets prévues à l'article 42. Les conditions de gestion de la canalisation servant à l'évacuation des eaux de pluie des zones de rétention sont définies dans une procédure rédigée et connue des opérateurs du site. L'installation est équipée de dispositifs étanches qui doivent pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne dans des bâtiments couverts, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux confinées qui respectent les limites autorisées à l'article 42 peuvent être évacuées vers le milieu récepteur. Lorsque ces limites excèdent les objectifs de qualité du milieu récepteur visés au IV de l'article L.212-1 du Code de l'environnement, les eaux confinées ne peuvent toutefois être rejetées que si elles satisfont ces objectifs. Dans le cas contraire, ces eaux sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :

Les eaux pluviales propres sont collectées via un réseau séparatif des eaux souillées, puis envoyées vers le bassin tampon d'un volume total de 1 928 m³.

Une vanne d'isolement manuelle est présente à la sortie du bassin tampon. Une procédure interne de contrôle de cette vanne, ainsi que les actions à engager sur celle-ci en cas d'accident pour prévenir tout risque de pollution du milieu naturel, devra être transmise au service d'inspection.

Il est à noter également qu'un débourbeur-séparateur est présent sur le réseau de collecte des eaux pluviales souillées en amont du bassin tampon. L'entretien du débourbeur fait partie intégrante des vérifications à réaliser sur l'installation.

Le jour du contrôle, l'exploitant a été dans l'incapacité de nous présenter l'analyse annuelle des eaux rejetées dans le milieu naturel afin de s'assurer du respect des valeurs limites réglementaires justifier en sortie du bassin de régulation. **Cette analyse devra être réalisée pour l'année 2025 et les résultats transmis au service d'inspection.**

Concernant les eaux sales générées sur l'installation, celles-ci sont collectées et dirigées vers une fosse toutes eaux équipée d'une pompe de relevage pour une valorisation dans le process de méthanisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 31 : Composition du biogaz et prévention de son rejet.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 48

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle suite au démarrage de l'installation

Prescription contrôlée :

Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal. La teneur en CH₄ et H₂S du biogaz produit est mesurée en continu ou au moins une fois par jour sur un équipement contrôlé annuellement et étalonné *a minima* tous les trois ans par un organisme extérieur. Les résultats des mesures et des contrôles effectués sur l'instrument de mesure sont consignés et tenus à la disposition

des services chargés du contrôle des installations classées pendant une durée d'au moins trois ans. La teneur en H ₂ S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à la sortie de l'installation est inférieure à 300 ppm.
Constats : Les teneurs en CH ₄ , H ₂ S, CO ₂ et O ₂ sont relevées en continu par l'automate de l'unité de méthanisation et enregistrées informatiquement. En cas de teneur en H ₂ S supérieure à 300 ppm, des actions correctives sont mises en place par l'injection d'air dans le biogaz.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 32 : Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 50 > IV.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle suite au démarrage de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.
Constats : Le jour du contrôle, il a été constaté que la mesure de bruit résiduel à effectuer dans l'année qui suit le démarrage de l'installation, n'a pas été réalisée. Néanmoins, un devis signé du 29/11/2024 a été présenté le jour du contrôle et l'étude est prévue pour mi-février. Le résultat de l'étude sonore devra être transmis au service d'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 33 : Récupération. - Recyclage. - Élimination.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 51
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle suite au démarrage de l'installation
Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités des déchets produits et pour favoriser le recyclage ou la valorisation des matières, conformément à la réglementation. L'exploitant élimine les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés aux articles L.511-1 et L.541-1 du Code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont aptes à cet effet, et doit pouvoir prouver qu'il élimine tous ses déchets en conformité avec la réglementation. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : Selon les propos de l'exploitant, les déchets générés par l'unité de méthanisation sont éliminés dans des installations réglementées.
Type de suites proposées : Sans suite